

In Extenso

AUDIT

ASSOCIATION D'EDUCATION FAMILIALE ET SCOLAIRE BLANCHE DE CASTILLE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901
45, Boulevard Jules Verne
44300 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

In Extenso

AUDIT

ASSOCIATION D'EDUCATION FAMILIALE ET SCOLAIRE BLANCHE DE CASTILLE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

45, Boulevard Jules Verne

44300 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres de l'ASSOCIATION D'EDUCATION FAMILIALE ET SCOLAIRE BLANCHE DE CASTILLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association d'éducation familiale et scolaire BLANCHE DE CASTILLE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les immobilisations corporelles inscrites à l'actif du bilan sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les règles et méthodes comptables de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des immobilisations ainsi que celles retenues pour leurs amortissements et pour la vérification de leurs valeurs actuelles, et nous nous sommes assurés que la note « Immobilisations » de l'annexe fournit une information appropriée.

Nos travaux ont également consisté à nous assurer de la conformité des financements perçus, subventions et concours publics, ainsi que des coûts engagés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

In Extenso

AUDIT

Fait à Saint Herblain, le 27 janvier 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO OUEST AUDIT

Grégory GALLÉ

Signé par :

F9D807A211C149A...

Commissaire aux Comptes - Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN

Exercice du 01 septembre 2024 au 31 août 2025

ACTIF

EURO

Intitulé	Brut	Amortissement Provisions	Net	Exercice N-1 Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'Etablissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits				
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	1 500,00	1 500,00		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions	15 449 621,40	6 110 815,88	9 338 805,52	9 767 939,40
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 731 298,36	2 655 542,12	75 756,24	84 539,51
Autres immobilisations corporelles	1 335 540,33	1 202 118,05	133 422,28	156 656,86
Immobilisations corporelles en cours	191 024,87		191 024,87	22 007,47
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	14 421,68		14 421,68	14 421,68
Autres	1 691,82		1 691,82	1 691,82
Total I	19 725 098,46	9 969 976,05	9 755 122,41	10 047 256,74
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	754,84		754,84	412,77
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	117 448,79	90 040,63	27 408,16	31 649,42
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	288 397,50		288 397,50	308 335,62
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 275 626,57		1 275 626,57	1 136 091,92
Charges constatées d'avance	136 019,86		136 019,86	157 536,31
TOTAL II	1 818 247,56	90 040,63	1 728 206,93	1 634 026,04
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	21 543 346,02	10 060 016,68	11 483 329,34	11 681 282,78

BILAN

Exercice du 01 septembre 2024 au 31 août 2025

PASSIF

EURO

Intitulé	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	14 121,46	14 121,46
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	222 823,64	222 823,64
Autres		
Report à nouveau	287 523,82	-68 768,76
Excédent ou déficit de l'exercice	174 515,22	356 292,58
Situation nette (sous-total)	698 984,14	524 468,92
<i>Fonds propres consommables</i>		
Suventions d'investissement	1 184 552,03	1 175 856,62
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 883 536,17	1 700 325,54
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	129 580,13	124 624,33
TOTAL III	129 580,13	124 624,33
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont conc	8 002 415,95	8 442 279,60
Emprunts et dettes financières diverses	210 000,00	240 000,00
Avances et acomptes reçus	342 163,32	243 735,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	285 158,42	321 518,13
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales	129 559,11	155 275,13
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	54 129,47	62 116,34
Autres dettes	126 280,84	87 055,00
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	320 505,93	304 353,71
TOTAL IV	9 470 213,04	9 856 332,91
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	11 483 329,34	11 681 282,78

OGEC Blanche de Castille
45 bd Jules Verne

44319 NANTES CEDEX 3

COMPTE DE RESULTAT

Exercice du 01 septembre 2024 au 31 août 2025

EURO

	Exercice 31/08/2025	Exercice 31/08/2024	Ecart	
PRODUITS	6 641 739,27	6 673 712,71	-31 973,44	-0,48%
Produits des Prestations Privées	4 166 459,94	3 899 197,62	267 262,32	6,85%
Participation Etat & Collectivités	2 082 059,44	2 043 396,68	38 662,76	1,89%
Subvention de Fonctionnement	99 353,97	48 575,11	50 778,86	104,54%
Autres Produits de Gestion Courante	255 660,22	550 246,48	-294 586,26	-53,54%
Produits Financiers	26 748,10	20 847,56	5 900,54	28,30%
Reprise s/Charges d'Exploitation		109 271,15	-109 271,15	-100,00%
Transfert de Charges d'Exploitation	11 457,60	2 178,11	9 279,49	426,03%
Production Immobilisée				
Utilisation fonds dédiés				
CHARGES	6 683 863,01	6 483 667,05	200 195,96	3,09%
Prestations Matières & Fournitures	2 102 848,88	1 996 820,16	106 028,72	5,31%
Charges Externes	329 551,41	260 691,04	68 860,37	26,41%
Autres Charges Extérieures	473 858,09	432 974,89	40 883,20	9,44%
Impôts & Taxes	283 915,26	253 324,76	30 590,50	12,08%
Charges de Personnel	2 504 471,20	2 468 421,16	36 050,04	1,46%
Charges de Gestion Courante	41 742,56	124 774,94	-83 032,38	-66,55%
Charges Financières	181 969,49	194 149,59	-12 180,10	-6,27%
Dotations Amortissements Provisions	765 506,12	752 510,51	12 995,61	1,73%
RESULTAT COURANT	-42 123,74	190 045,66	-232 169,40	-122,17%
Produits Exceptionnels	246 434,60	190 501,75	55 932,85	29,36%
Charges Exceptionnelles	-29 795,64	-24 254,83	-5 540,81	22,84%
RESULTAT COMPTABLE	174 515,22	356 292,58	-181 777,36	-51,02%

Hors équivalent loyer

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Préambule

L'exercice social clos le 31/08/2025 a une durée de 12 mois.

L'association d'Education Familiale et Scolaire Blanche de Castille contribue à l'éducation des élèves de l'école maternelle aux classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Elle a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par les autorités canonique compétente : la provinciale de la congrégation des Ursulines de l'Union Romaine (province France – Belgique – Espagne).

Elle exerce ses fonctions dans les locaux qu'elle loue à l'Association Immobilière Ste Angèle.

Le total du Bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 11 483 329 Euros.

Le Résultat net comptable est un bénéfice de 174 515 Euros.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 – Règles et Méthodes Comptables

Les Conventions Comptables ont été appliquées dans le respect du règlement comptable ANC 2018-06 de l'ANC avec un principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'Exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat (y compris les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels et Progiciels : 1 an

Gros Oeuvre : 50 ans

Façade, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures : 20 ans

Installations techniques (électricité, ascenseur, plomberie...) : 5 à 20 ans

Agencements (carrelage, cloisons, décoration ...) 5 à 20 ans

Matériels et Mobiliers Scolaires : 3 à 10 ans

Matériel de transport : 5 à 10 ans

Matériel de bureau : 3 à 10 ans

Matériel de restauration : 8 ans l'équipement lourd : 5 à 10 ans

Matériel et outillage divers : 3 à 5 ans

CREANCES DOUTEUSES

Les créances jugées difficilement recouvrables sont dépréciées intégralement dès lors que les élèves ont quittés l'Institution ou que les créances sont antérieures au 31/08/2023.

ENGAGEMENT DE DEPART A LA RETRAITE

Le montant des droits acquis au 31 août 2025 par les salariés de l'Institution Blanche de Castille correspondant aux indemnités de départ à la retraite est provisionné en totalité.

Les droits acquis par les enseignants ne sont plus provisionnés du fait de leur prise en charge par l'inspection académique.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisé à la date de calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant comptes des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, salaire brut annuel)
- Taux de charges sociales patronales de 42,16 %
- Taux d'augmentation annuelles des salaires : 1,30 %
- Taux de rotation prévisionnel du personnel : faible
- Taux d'actualisation retenu à 3,44% (taux IBOXX à la date de clôture).

L'estimation de la provision pour indemnité retraite s'élève à 129 580 €.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Tout risque identifié susceptible d'être estimé avec une fiabilité suffisante fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

CHARGES A PAYER

La provision pour congés payés est calculée en tenant comptes des congés acquis correspondant à la nouvelle période de référence et des congés reportés acquis au cours de l'ancienne période de référence.

ENGAGEMENT HORS BILAN

Néant.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les trois principaux dirigeants identifiés par l'association sont : le Président, le trésorier et le secrétaire. Ils sont tous trois membres du bureau et exercent leurs fonctions à titres bénévole.

2 – Notes sur le Bilan Actif

Actif Immobilisé : les mouvements de l'exercice sont les suivants

Etat des immobilisations	ANouveau 01/09/2024	Augmentation	Diminution	Clôture 31/08/2025
Immo incorporelles	1 500			1 500
Immo corporelles	19 271 923	435 561		19 707 485
Immo financières	16 114			16 114
TOTAL	19 289 537	435 561	-	19 725 098

Etat des amortissements	ANouveau 01/09/2024	Augmentation	Diminution	Clôture 31/08/2025
Immo incorporelles	1 500			1 500
Immo corporelles	9 240 780	727 696		9 968 476
Immo financières				-
TOTAL	9 242 280	727 696	-	9 969 976

Etat des Créances

	Montant Brut	A1 an au plus	Aplus d'1 an
Actif immobilisé	16 114		16 114
Actif Circulant	405 846	405 846	
Charges Constatées d'Avance	136 020	136 020	
TOTAL	557 980	541 866	16 114

Produits à recevoir inclus dans les postes de Bilan :

Autres débiteurs 289 008

Charges constatées d'avance : Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association 136 020

3 - Notes sur le Bilan Passif

Capitaux Propres :

Fonds Associatif sans Droit de Reprise :	14 121,46
Apport au 01/09/2024	14 121,46
Quote-part Subvention Libérée du Droit de Reprise	

Fonds Associatifs Avec Droit de Reprise :

Mouvements de l'exercice

SUBVENTION	A Nouveau 01/09/2024	Subventions recues au cours de l'exercice	Subventions annulées au cours de l'exercice	QP subv libérée au cours de l'exercice	Clôture 31/08/2025
Région	1 175 857	174 766		- 166 070	1 184 553
Département					
TOTAL	1 175 857	174 766	-	- 166 070	1 184 553

Réserves	222 823,64
Report à Nouveau	287 523,82
Autres Subventions	

Etat des provisions et dépréciations :

PROVISIONS	A Nouveau 01/09/2024	Augmentation	Diminution	Clôture 31/08/2025
Provisions pour risques				-
Provisions pour charges	124 624	4 956		129 580
TOTAL	124 624	4 956	-	129 580

Etat des Dettes :

	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an - 5 ans	A + 5 ans
Etablissements de crédit	8 002 416	444 350	1 843 103	5 714 964
Dettes financières diverses	210 000	30 000	40 000	140 000
Fournisseurs	285 158	285 158		
Avances et acomptes reçus	342 163	342 163		
Dettes fiscales et sociales	129 559	129 559		
Dettes sur immobilisations	54 129	54 129		
Autres dettes	126 281	126 281		
Produits constatés d'avance	320 506	320 506		
TOTAL	9 470 213	1 732 147	1 883 103	5 854 964

Charges à Payer incluses dans les postes du Bilan :

Intérêts Courus sur Emprunts	12 578
Fournisseurs Factures non parvenues	92 112

Charges sociales à payer

94 670

Produits Constatés d'Avance :

320 506

Etat synthétique des participations et des subventions des collectivités territoriales reçues en 2024/2025 :

	31/08/2025
Lycée	788 449
Forfait externat Etat	296 373
Forfait externat Région	423 095
Subventions diverses	68 981
Collège	868 301
Forfait externat Etat	406 574
Forfait externat Région	460 432
Autres subventions Département	1 295
Maternelle et primaire	471 593
Forfait commune	460 359
Subvention restauration	11 235
Subvention périscolaire	-
Autres aides	52 686
Total produits publics	2 181 029

4 – Engagements Financiers et Autres Informations

Engagements de l'AEFS :

Le montant des droits acquis au 31 août 2025 par les salariés de l'Institution Blanche de Castille correspondant aux indemnités de départ à la retraite est provisionné pour 129 580 €.

Les droits acquis par les enseignants ne sont plus provisionnés du fait de leur prise en charge par l'inspection académique.

Faits marquants :

Depuis l'exercice 2022/23, les comptes annuels ont été établis en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement Catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organisations de gestion des établissements de l'Enseignement catholique). Nous avons harmonisé certains comptes. De plus les subventions totalement amorties sont sorties du bilan. Enfin, les forfaits départementaux sont versés à l'année civile. Le rattachement à l'année scolaire a été effectué à compter de l'exercice 2022/23.

Pour l'exercice 2024/2025, l'OGEC a décidé de ne pas valoriser le bénévolat.

L'AEFS a bénéficié d'une avance remboursable de la part de la communauté des Ursulines en 2019. Cette avance est enregistrée dans le compte 168100 « Avance remboursable ». Les remboursements qui interviendront à l'avenir seront enregistrés au débit de ce même compte. Le montant restant dû au 31/08/2024 est de 210 000 euros.

5 – Honoraires du CAC

Pour l'exercice 2024/2025, les honoraires du CAC se sont élevées à : 10 000€

6 – Effectif moyen des salariés

Pour l'exercice 2024/2025, l'effectif moyen des salariés était de 52,5 personnes